

Les IMME à contresens de l'industrie

• La valeur ajoutée a fléchi de 2,4% en 2017 suite à la baisse de la production métallique

• La tutelle se penche sur un mécanisme de relance

• Les professionnels tablent sur une croissance entre 2 et 2,5% en 2018

RETARD dans les écosystèmes, baisse de la commande publique, manque d'innovation, conjoncture difficile, retards de délais de paiement, baisse de compétitivité... Les Industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (IMME) représentant à peine le quart de la branche manufacturière. Elles ont traversé une année difficile. «C'est une conjoncture mondiale. Le secteur mondial des IMME passe par une période difficile comme c'était le cas pour le textile, il y a quelques années», confie à L'Économiste Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie. Et d'ajouter: «Maintenant, nous surveillons ce secteur de très près. Nous l'accompagnons déjà à travers la création des écosystèmes. Certes, il crée de l'emploi mais il en détruit aussi. Nous sommes en train d'étudier avec les professionnels les possibilités de les accompagner pour se déve-



À l'horizon 2020, la FIMME s'est engagée à créer plus de 15.440 emplois, plus de 2,23 milliards de DH de valeur ajoutée et un chiffre d'affaires additionnel de plus de 12,4 milliards de DH, à travers les 4 premiers écosystèmes (Ph. Khalifa)

contractée de 7%. L'activité des machines et appareils électriques (32% de la production) s'est repliée de 2,6%. L'industrie automobile aurait ralenti en termes d'exportation s'appréciant de seulement 5% en 2007 après des hausses de 20% en 2016 et 26% en 2015. Toutefois, la production automobile a stagné par rapport à 2016.

gros œuvres, LGV, infrastructures...). La Fédération des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (FIMME) confirme également que 2017 était une année difficile. Toutefois, 2018 devra être celle de la transition. «Nous tablons sur une croissance qui varie entre 2 et 2,5% cette année grâce à la reprise de la commande publique», précise la Fédération. La relance sera attendue dès 2019, expliquent les professionnels.

Ces opérateurs tablent sur le démarrage de 5 écosystèmes (travail des métaux, valorisation des métaux, nouveaux métiers, naval et bientôt ferroviaire). Par ailleurs, un 6e écosystème est en préparation. Il sera dédié aux équipements agricoles et hydro-agricoles. Ceci leur donnera plus de visibilité. Un chantier qui tarde à démarrer. La cellule d'animation de ces écosystèmes vient d'être mise en place. Elle démarre ses activités timidement en

attendant le déblocage des 3 millions de DH prévus dans le cadre des contrats de performance signés avec l'Etat en 2016. Cette somme est la première tranche des 9 millions de DH à débloquent sur une durée de 3 ans. La Fédération a invité les entreprises à déposer les projets pour étude et validation.

Côté formation, la tutelle s'engage, dans le cadre du Plan d'accélération industrielle, à former 14.000 nouveaux profils. La FIMME est appelée surtout à mettre en place un programme adapté aux besoins du marché. Et pour cause, le manque de certains profils pointus pousse des entreprises à recruter des étrangers (turcs, indonésiens...) dans un contexte où le chômage chez les jeunes augmente au Maroc. Autre défaillance: l'innovation reste le parent pauvre des IMME. Les opérateurs déplorent l'absence de crédit R&D. □

Nadia DREF

Poids du secteur

LE secteur des IMME réalise un chiffre d'affaires de 46 milliards de DH, dont 16 milliards dans la métallurgie et 17 milliards dans les travaux des métaux. La production totalise 42,5 milliards de DH. Quant aux exportations, elles s'élèvent à près de 7 milliards de DH. Les investissements réalisés cumulent 1,6 milliard de DH. La valeur ajoutée du secteur a atteint 10 milliards de DH. Les effectifs employés s'élèvent à 66.000 personnes. En 2017, la création d'emplois a nettement baissé, passant de 7.747 postes en 2016 à seulement 2.681 postes. C'est ce qui ressort des statistiques annoncées par le ministre de tutelle, Elalamy, fin mars dernier.

Le secteur compte plus de 1.600 entreprises qui sont concentrées sur l'axe Casablanca-El Jadida (60%) pour des raisons logistiques (proche du littoral). La FIMME et les opérateurs ont lancé la réflexion sur le développement de zones industrielles délocalisées. Sont visées des villes comme Beni-Mellal, Meknès, Fès ou encore les régions de Rhamna et de l'Oriental. «Si la logistique et l'énergie sont là, les opérateurs suivront», fait valoir la FIMME. □

opper davantage sachant que c'est une mauvaise passe mondiale».

Cette contre-performance a impacté négativement la croissance de l'industrie en 2017. D'après le Haut Commissariat au Plan (HCP), la valeur ajoutée aurait reculé de 2,4%, contre une hausse de 2,7% en 2016. C'est la contraction des industries métalliques et électriques qui aurait induit, en grande partie, cette contre-performance. La production des produits métalliques, représentant 15% de la branche, se serait

Les délais de paiement pénalisent également le secteur. Selon une étude d'Attjariwafa bank, les rallongements s'élèvent à 189 jours pour les industries mécaniques et métallurgiques et à 251 jours pour les branches électriques et électroniques.

Malgré la crise, de nouveaux entrants s'installent. Il s'agit de nouvelles PME moyennes spécialisées dans la construction métallique surtout. Un segment prometteur vu les chantiers annoncés (plateformes industrielles et logistiques,